

Le révolutionnarisme

par Julien FREUND,

Professeur de Sociologie à l'Université de Strasbourg.



A lire certains ouvrages consacrés à ce qui s'est passé au mois de mai 1968 en France, en particulier ceux de Glucksmann, de Morin et Lefort — pour ne citer que ceux-là — on a l'impression qu'on veut nous faire croire que nous avons été les témoins d'un événement « historique » de portée mondiale et de signification exceptionnelle. L'excitation lyrique est certainement à la hauteur de cette interprétation hypothétique, mais non l'analyse, car il ne suffit pas de plaquer certains schémas léninistes sur une révolte pour en faire une révolution. En tout cas, ce n'est pas à coups de réminiscences empruntées à la Commune de Paris, à la Révolution soviétique, chinoise ou cubaine ni de comparaisons pareilles à celle qui fait de la Sorbonne un « trône de Macédoine » pour de nouveaux Alexandre (1) que l'on enlèvera la conviction des sceptiques ou même des sympathisants. Il est certain que l'agitation estudiantine est le signe d'une transformation inouïe et fascinante de notre société ; il est incontestable que la contestation est une arme redoutable ; il est probable que cette secousse annonce d'autres, plus violentes et plus profondes ; il est possible qu'elle prépare une révolution dans un temps indéterminé. Mais il se peut également que nos « sociogogues » prennent les vessies pour des lanternes. Il est hors de doute que si la révolution éclatait, ils ne pourraient pas en prévoir le cours. Peut-être manquent-ils de cynisme pour ne désirer que la révolution pour elle-même, c'est-à-dire comme une apocalypse destinée uniquement à justifier des aspirations millénaristes. Il est indiscutable qu'un grand nombre d'enseignants, jusqu'alors calmes, pondérés, neutres, voire indifférents à toute politique, ont brusquement trouvé leur chemin de Damas et, comme l'a dit un de mes amis, l'ont encombré. Tant de suppositions sont devenues des certitudes, tant de vérités des erreurs, tant de flatteries des convictions

(1) E. MORIN, *La commune étudiante* dans l'ouvrage collectif, E. Morin, Cl. Lefort, J.M. Coudray, *Mai 1968 : la brèche*, Edit. Fayard, Paris, 1968, p. 23.

que l'on est presque davantage étonné de ces changements que des événements mêmes. Nous avons tellement pris l'habitude des surenchères rhétoriques et l'histoire est devenue à ce point un sujet d'emphase et d'outrance de savantasses que nous finissons par baptiser d'« historique » n'importe quelle manifestation, pourvu que nous y ayons participé ou qu'elle réponde à nos croyances et à notre idéologie. La mentalité « ancien combattant » dont on a tant parlé durant ces jours fameux n'est pas à chercher ailleurs.

Il y a de nombreuses interprétations possibles de ces événements, entre autres aussi celle qui consiste à leur conférer une importance parce qu'ils ont ébranlé le pouvoir et le prestige du personnage historique qui gouverne actuellement la France. En effet, c'est dans ce pays qu'on attribue une signification mondiale à la velléité d'insurrection estudiantine, à croire qu'elle éclipserait les grandes révolutions du passé, car à l'étranger elle n'a même pas eu la répercussion de la prétendue révolution de 1830. Peut-être même que la littérature mélodramatique qu'elle a suscitée n'a d'autre but que la propagande à usage interne : raffermir la volonté des uns, inspirer la peur aux autres. Et pourquoi ne pas retenir également une autre interprétation : l'agitation des étudiants en France s'explique en grande partie par celle des étudiants dans le monde entier ? Mais, du moment qu'on décore du nom pompeux de révolution n'importe quel changement de régime ou coup d'Etat, au Brésil et au Congo, en Syrie et à Zanzibar, il n'y a pas d'inconvénient à qualifier de même un mouvement qui n'a même pas réussi à opérer ce simple bouleversement.

Quelles que soient l'époque et la collectivité politique, toutes ont été secouées par des désordres plus ou moins profonds, depuis la chute des Pisistratides et l'effervescence provoquée à Rome par les Gracques jusqu'aux désordres du Moyen Age et de la Renaissance. On les qualifiait d'émeutes, de séditions, de révoltes, de soulèvements, etc. Aujourd'hui on bagatellise à ce point la révolution qu'on accroche ce nom à n'importe quelle perturbation collective. Il est vrai, du moment que presque chaque intellectuel et étudiant prétend au titre de révolutionnaire, toutes leurs manifestations quelque peu turbulentes ne peuvent être que des actes révolutionnaires, tout comme sur un autre plan le fait d'être un intellectuel signifierait que toute pensée qu'on exprime devrait être intelligente. Comme au surplus on estime qu'en principe tout ouvrier et tout paysan sont des révolutionnaires par vocation, on peut se demander pourquoi la révolution n'a pas encore eu lieu. Au milieu de cette platitude révolutionnaire ennuyeuse, on prend plaisir à rencontrer un esprit hétérodoxe.

Quand la révolution devient une mode, quand elle n'est plus qu'une attitude sans contenu conceptuel précis, elle devient révolutionnarisme. Mieux que les œuvres et publications des intellectuels parisiens de gauche,

les événements de mai nous fournissent un matériel important pour l'analyse de ce sentimentalisme. Nous en étudierons d'abord sociologiquement diverses caractéristiques en examinant certains comportements collectifs de groupes universitaires pour considérer ensuite d'un point de vue plus politologique les confusions mentales qui fatiguent et engourdissent ses intentions.

I. LES GROUPES (2)

1. Les professeurs.

Immédiatement après l'occupation de la Faculté, le doyen livra aux étudiants la clé de son bureau, sans doute dans une intention d'apaisement. Mais il ne réunit point le Conseil de Faculté, craignant que celui-ci n'adoptât à la majorité une position dure et ferme. Ce n'est que quatre jours plus tard, le mercredi 15 mai, que fut convoquée une « assemblée générale des enseignants » (groupant les professeurs, les maîtres-assistants, les assistants, les chargés de cours, etc.). Ce fut une séance à tout point mémorable, car nous assistâmes dans l'intervalle de ces trois heures comme en raccourci à toute la gamme des manœuvres, intrigues, détours et pressions dont une assemblée peut être la victime. Ce n'est pas le fait en lui-même qui est étonnant, mais que des êtres nullement habitués jusqu'alors à ce genre de pratiques inventèrent en quelque sorte sur le champ toute la suite des techniques de la politicaillerie. Après avoir fait un rapide tour d'horizon le doyen donna la parole à son assesseur pour communication d'une conversation téléphonique qu'il avait eue avec le ministre de l'Education nationale (ses propos donneront lieu durant les jours suivants aux interprétations les plus rocambolesques). La discussion s'engagea ensuite de façon unilatérale, car le doyen négligea de donner la parole à l'opposition (minoritaire dans cette assemblée), de sorte qu'à tour de rôle et à plusieurs reprises les dirigeants des syndicats du SNES-Sup et du SGEN-Sup purent, en se relayant, mettre la salle en condition, jusqu'au moment où un maître-assistant de français sortit de sa poche une motion préparée la veille : « Les étudiants ont

(2) Cette analyse se fonde sur ce que j'ai pu observer à Strasbourg et sur le volumineux dossier personnel de notes que j'ai constitué au jour le jour. Il n'existe en effet à ma connaissance aucun procès-verbal des assemblées d'enseignants pas plus que de celles des étudiants durant cette période. Si le mouvement fut plus spectaculaire à Paris, à cause des nuits des barricades, il semble qu'intellectuellement et stratégiquement il fut plus conséquent à Strasbourg. D'ailleurs la Faculté des Lettres de cette ville fut le premier bâtiment en France occupé par les étudiants, au matin du 11 mai. Ce furent eux qui firent la première proclamation de l'autonomie de l'Université.

créé dans l'université française une situation révolutionnaire. Le *comité intersyndical des enseignants* (SNES-Sup, SGEN-Sup) est décidé à appuyer sans équivoque la volonté qui se dégage peu à peu du mouvement étudiant pour construire sur des bases nouvelles la communauté des enseignants et des étudiants. Le comité affirme que l'Université ne saurait être coupée de la nation ; mais que cette lutte pour la révolution universitaire ne doit pas être confondue avec la lutte politique qui est l'affaire de tous les citoyens. » La lecture achevée, l'orateur, adoptant le style du plus pur terrorisme intellectuel, exigea le vote immédiat en précisant par deux fois que le texte de la motion ne saurait être modifié (« même pas une virgule »). Un membre de l'opposition réussit quand même à obtenir le vote à bulletin secret après une suspension de séance, après que le présentateur de la motion ait répété une troisième fois que le texte devait être adopté tel quel.

De retour dans la salle, contrairement à mon habitude de me mettre tout au fond pour avoir une vue d'ensemble, je pris place au milieu des collègues pour être à même de mieux observer les visages. Le premier orateur à prendre la parole fut le présentateur de la motion pour demander, ô stupeur ! une modification. Entre temps un maître-assistant d'allemand s'était approché du micro pour faire une communication extravagante. Après la scène du conditionnement et du terrorisme ce fut le moment de l'intoxication. Il demanda d'une voix haletante et crispée une modification de la motion, parce que durant la suspension de séance il avait rencontré deux étudiants révolutionnaires qui lui avaient fait part d'une friction entre les durs durs et les durs mous. Il ajouta que si la motion n'était pas votée avec la modification qu'il proposait il serait impossible de répondre de l'avenir. Je lisais sur certains visages, terrorisés par l'éventualité d'une occupation en force de la salle par les étudiants, la couleur de la peur physique que je connais bien. Ils étaient prêts à avaler n'importe quelle couleuvre, à se fier à n'importe quel racontar de l'un d'entre eux. Les dires rapportés de deux étudiants que personne n'avait contrôlé avaient suffi à créer un climat irrespirable (3). On modifia dans la confusion le texte comme suit :

« Les étudiants ont créé dans l'Université française une situation révolutionnaire. Les enseignants de la Faculté des Lettres et des Sciences humaines de Strasbourg sont décidés à appuyer sans équivoque la volonté qui se dégage peu à peu du mouvement étudiant pour construire sur des bases nouvelles la communauté des enseignants et des étudiants. Ils

(3) L'opération consistait somme toute à subordonner la décision de l'assemblée des 150 enseignants à l'avis de rencontre de deux étudiants inconnus. Tout le monde avait perdu la tête.

affirment que l'Université autonome ne saurait être coupée de la nation, mais que cette lutte pour la révolution universitaire ne doit pas être confondue avec la lutte politique qui est l'affaire non seulement des étudiants, mais de tous les citoyens. Sur la base ainsi définie, le mouvement étudiant peut être assuré du soutien le plus énergique de la part des enseignants. Strasbourg le 15 mai, 11 h 30. » Résultat du vote : pour 86 ; contre : 28 ; abstentions : 4.

Tout historien et tout sociologue, sinon tout politologue, connaissant la stratégie des révolutionnaires, ne peut que sourire à la lecture de cette phraséologie révolutionnariste. En effet, si le texte est apparemment révolutionnaire dans les termes et ferme par l'emploi d'expressions comme ceux de « décidés à appuyer sans équivoques » ou « soutien le plus énergique », il reprend dans le contenu ce qu'il prétend apporter formellement. En effet :

a) Le premier texte, avant les modifications apportées au cours de la séance, lui donne son véritable sens, car ce qui se trouve souligné dans la motion, ce n'est pas la décision ou son but, mais son origine : le comité intersyndical. Sous prétexte d'appuyer l'action des étudiants, il s'agissait d'une pure opération intérieure aux enseignants : affirmer la suprématie de deux syndicats contre un troisième, le syndicat autonome qui groupait la majorité des professeurs en titre.

b) D'une part le texte promet un soutien sans équivoques à la volonté qui se dégage du mouvement étudiant pour construire la nouvelle communauté universitaire. Cela veut dire que les enseignants acceptent d'avance les initiatives des étudiants, qu'ils se soumettent à leurs règles, en particulier celle de la démocratie directe et du collègue unique des enseignants et des étudiants. C'est ainsi du moins que les étudiants ont interprété la motion. D'autre part, le texte introduit immédiatement l'équivoque en se réclamant indirectement du système représentatif majoritaire contre la démocratie directe, du fait qu'il fait la distinction entre la révolution universitaire et la révolution générale. C'est la tactique même des contre-révolutionnaires. Ou bien la révolution est globale ou elle n'est pas ; elle ne se laisse pas diviser en tranches dont les unes seraient réservées aux révolutionnaires et les autres laissées à la discrétion de l'ensemble des citoyens.

c) Finalement le texte résume une des caractéristiques de tout révolutionnarisme : être d'autant plus révolutionnaire en paroles qu'on se refuse à l'être en actes, c'est-à-dire au pire on est partisan d'une révolution dans l'ordre avec l'assentiment de tous les citoyens.

Il va de soi qu'aucun révolutionnaire authentique ne pouvait voter pareil texte, sauf si par tactique il était décidé d'avance à ne faire état que des deux premières phrases en négligeant absolument tout le reste. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que le révolutionnarisme des enseignants se manifestât dans toute sa splendeur. Dès le lendemain, la même assemblée vota à une très large majorité (après que le doyen eut demandé un vote « unanime pour impressionner les étudiants », comme si l'unanimité n'était pas politiquement le refuge de l'impuissance) une nouvelle motion déclarant :

« L'assemblée des enseignants de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université de Strasbourg réunie le 16 mai au Palais de l'Université, réaffirme sa définition de l'Université : communauté des enseignants et des étudiants, souligne qu'une telle communauté ne peut exister que si les étudiants d'une part et les enseignants d'autre part sont libres de choisir eux-mêmes les structures dans lesquelles ils veulent s'organiser et de fixer leurs positions respectives avant de les confronter pour déterminer ensemble la position de la communauté.

Le respect de ce principe est la condition nécessaire pour que fonctionne au niveau de la Faculté une commission paritaire enseignants-étudiants. »

On ne pouvait renier mieux la motion de la veille tout en accentuant les équivoques. Evidemment, on n'a pas manqué de présenter après coup cette contradiction comme une habileté qui aurait permis de « dépassionner le conflit ». C'est que le révolutionnarisme n'est au fond qu'un aspect de l'opportunisme. En fait, cette habileté n'était que le signe de l'indécision la plus totale et elle a entraîné deux conséquences très graves :

a) Du point de vue politique. Elle a fait obstacle à toute possibilité pour les enseignants d'adopter une attitude cohérente et de réagir au moins relativement en corps. Jusqu'à la fin de l'année universitaire les assemblées ne furent plus que des coteries, rapidement désertées par ceux qui ne voulaient pas sombrer dans la médiocrité. Déjà fortement ébranlée depuis quelques années l'Université est entrée dans une phase de pourrissement qui continue encore actuellement. Comme toutes les assemblées impuissantes, elle se dispersa en sous-groupes dans lesquels certains travaillaient avec d'autant plus de zèle qu'ils étaient plus impuissants. Il n'en sortit jamais rien de positif, mais à force de se réunir, la fatigue suscita d'inutiles animosités et brouilles. J'ai assisté parfois à un comité de coordination, animée par deux ou trois bonnes volontés et les quatre fois que j'étais présent on se demandait une nouvelle fois qui faisait ou qui devait faire partie du dit comité. J'ai pu glâner quelques perles qui manifestent par la parole l'incohérence des esprits : « Demain

à 16 h réunion de la sous-commission de pédagogie à long terme de la commission de pédagogie » — « il faut élaborer une doctrine commune de la Faculté à laquelle aucun institut ne serait cependant tenu » — « Je suis opposé à la formule à court terme et partisan du système à long terme, mais s'il le faut j'accepterai la formule à moyen long terme, mais non celle à moyen court terme ».

Tant d'inconstance et de stérilité ne pouvait que discréditer le corps enseignant. Certains professeurs en prirent conscience, mais un peu tard, quand ils déclaraient : « Nous ne sommes que des professeurs, notre métier ne nous prépare pas à la tâche politique. D'ailleurs ce n'est pas notre rôle. Aussi convient-il que nous retournions le plus rapidement possible à notre métier pour bien le faire sans vouloir jouer au politicien. » Cet aveu me semble tout à fait pertinent et personnellement je ne puis qu'y souscrire. Pour avoir voulu jouer à l'apprenti-sorcier les révolutionnaristes n'ont laissé derrière eux que des décombres. Pour un professeur conscient de son métier il n'y avait que deux attitudes possibles : ou bien refuser systématiquement d'intervenir politiquement et par conséquent s'abstenir même de voter des motions, ou bien faire front avec résolution contre les étourdis subitement touchés par la grâce révolutionnaire.

b) Du point de vue psychologique. La règle d'or d'un professeur devrait être : ne jamais mépriser les étudiants. En effet, sans le respect de cette règle, la communauté pédagogique dans une salle de cours n'est que dérision. Certes un certain nombre d'étudiants ne la comprennent malheureusement pas toujours et regardent comme un acte d'hostilité l'attitude de saine polémique, parce que dépourvue de toute agressivité artificieuse, du professeur qui les affronte directement et défend avec détermination son propre point de vue. Pas plus que l'abus de la morale n'est une preuve contre la morale, l'incompréhension de certains étudiants ne doit pas devenir chez le professeur une raison de les réprouver. En effet, le respect de l'étudiant ne signifie nullement l'asservissement à ses sentiments et moins que tout la flatterie. Or, toutes ces motions filandreuses et équivoques, tout en prétendant être sans équivoques, toutes les attitudes contradictoires des professeurs qui retenaient d'une main ce qu'ils donnaient de l'autre, ont ébranlé la confiance nécessaire entre l'enseignant et l'étudiant. Ce sont-là des fautes impardonnables. Un rapport purement militaire avec les étudiants aurait mieux valu que cette procédure dédaigneuse. Il est normal que les étudiants leur aient témoigné le même mépris en retour.

La forme la plus honteuse du mépris, parce qu'en définitive elle était obséquieuse, consistait dans les tentatives de « récupération » des étudiants. Elle a pris divers aspects, depuis les essais pour endoctriner les étudiants

dits modérés (elle était plus naïve que blâmable) jusqu'au reniement du professeur révolutionnariste qui, après s'être engagé par impulsion gauchiste, ne voyait plus d'autre issue, une fois qu'il sentait qu'il était débordé par les événements, que de freiner un mouvement qu'au départ il avait salué avec allégresse. Je comprends l'indignation de l'étudiant outré de ce que l'on ait cherché à profiter de son enthousiasme pour solliciter son adhésion au PSU. La récupération fait partie de la logique du révolutionnariste, dans la mesure où il méconnaît le fait qu'une révolution est soumise à la loi de l'ascension aux extrêmes comme toute activité belliqueuse totale. Autrement dit, il croit que l'on peut arrêter sur ordre le mouvement une fois que les objectifs qu'il a prévus ont été atteints, à condition que les étudiants veuillent écouter ses conseils et son expérience de militant syndical ou politique. Rien n'était plus amusant que de voir la mauvaise humeur de certains révolutionnaristes acquis à l'idée d'une contestation organisée et peu favorables à la spontanéité quand ils constataient que les étudiants ne les écoutaient pas et mettaient même en doute leur volonté révolutionnaire. Un fossé d'incompréhension séparait les uns des autres. Sans cesse dépassés par l'événement, les enseignants révolutionnaristes essayaient de compenser leur impéritie par un excès de zèle et un attachement d'autant plus passionné à la cause qu'ils ne la comprenaient plus. Certains par contre, désabusés, abandonnèrent la partie et se réfugièrent dans leur amertume. Au bout du compte ils ont déprécié la révolution en simple programme servant de moyen d'agitation contre l'autorité en place. En tout cas, telle est la situation depuis la fin du mois de juin. Les révolutionnaires authentiques ayant compris qu'un acte venait d'être joué ont prononcé la dissolution du conseil étudiant et du mouvement pour retourner à d'autres tâches plus obscures, quitte à profiter des occasions pour étendre leur audience. Une telle attitude de lucidité ne pouvait qu'aller à l'encontre du romantisme révolutionnariste de certains enseignants. Avec quelques étudiants du même bord ils ont fondé l'université critique, espérant ainsi maintenir vivace la flamme jusqu'à la rentrée universitaire. Ce fut un échec dont ils ne conviendront jamais puisqu'ils ne vivent que pour un principe. Depuis que les cours ont repris ils l'ont cependant dégradé en pure manœuvre d'obstruction où la cocasserie le dispute à une surexcitation par fatigue. Ils se sont installés dans le confort de la contestation, dans le « grand refus ».

2. Les étudiants.

Pour beaucoup d'enseignants les étudiants dits modérés ont été la grande désillusion, parce qu'ils n'ont pas répondu à l'espoir qu'on mettait en eux. C'est avec désappointement que l'on constatait que ces modérés,

apparemment ralliés aux positions moyennes et réformatrices dans les conversations privées, parlaient un tout autre langage chaque fois qu'ils sortaient d'un séjour dans le cyclotron (4). On a expliqué leur constant revirement par leur irrésolution, par la peur, leur manque d'éducation politique, etc. En réalité ceux-là seuls ont été déçus qui pensaient la notion de modération sous la catégorie morale de la récupération, alors qu'il fallait la concevoir sous celle de la sociologie politique des groupes (5). En principe un étudiant modéré n'était pas à récupérer, puisque, comme la plupart des professeurs, il était partisan d'une réforme de l'Université, dans l'ordre et par la loi, en dehors de toute agitation politique violente et sans mettre en question la société elle-même. Ce qu'on entendait en fait par étudiant modéré, c'était l'étudiant réactionnaire ou contre-révolutionnaire tout aussi actif et combattif que l'étudiant révolutionnaire. Mais celui-là ne s'est guère manifesté, du moins à Strasbourg. L'illusion des enseignants a sa source dans une confusion entre force politique et puissance. La force est quantitative, mesurable, mais elle n'est pas puissante par elle-même. Comme telle, elle n'est qu'inertie, au sens physique du terme. La puissance au contraire dépend de la volonté, de l'esprit de décision et de combat ; elle est manifestation d'énergie (6).

Toutefois, ce qui nous intéresse ici, c'est la comparaison entre les étudiants révolutionnaires et les étudiants révolutionnaristes. Les premiers furent très peu nombreux et à Strasbourg ils constituaient une infime minorité d'une quinzaine d'unités environ. Extrêmement réservés dans leur attitude et leur expression, ils manœuvraient en général par personnes interposées et n'apparaissaient que passagèrement au premier plan lors des instants décisifs. Ce n'était pas eux qui déambulaient avec les masques et des casques ou dans un accoutrement provoquant. Ils savaient que la situation n'était pas mûre pour une révolution, qu'elle n'était même pas prérévolutionnaire au sens étroit du mot, mais ils étaient

(4) On appelait ainsi le grand amphithéâtre de la Faculté des Lettres où siégeait le Conseil étudiant.

(5) J'ai essayé d'expliquer cela le 24 mai à l'autorité académique, sans succès je crois, quand à une question sur l'efficacité possible d'une action énergique des étudiants modérés, j'ai attiré l'attention sur les faits suivants : 1) la tentative des étudiants d'occuper le 13 mai le rectorat loin de provoquer la révolte des modérés a été suivie le lendemain par le ralliement de la Faculté de droit au mouvement ainsi que de l'Institut de sciences politiques ; 2) l'expulsion quelques jours plus tard du Conseil de l'Université des bâtiments du Palais Universitaire loin de soulever des protestations a été suivie le lendemain par le ralliement de la Faculté de Médecine. « C'est à des faits de ce genre, ai-je ajouté, qu'il faut prêter son attention, car ils traduisent la mentalité des étudiants modérés. Aussi faut-il abandonner toute idée de récupération et laisser le mouvement se poursuivre jusqu'au bout, selon sa logique propre qui est connue : le refus d'aboutir à quoi que ce soit ».

(6) Voir à ce sujet mon ouvrage, *L'Essence du politique*, Edit. Sirey, Paris, 1965, pp. 135-142.

cependant prêts à donner à leur action une envergure plus grande si jamais, par chance, l'accélération des événements devait rendre la conjoncture favorable à leurs desseins. Le jour même de l'occupation de la Faculté des Lettres ils ont clairement défini le sens de leur aventure : pousser aussi loin que possible la besogne de désorganisation pour saisir les points faibles du système en vue d'opérations ultérieures, se faire la main et acquérir une expérience concrète de la manipulation des masses, s'initier plus directement au jeu de la stratégie et de la tactique, faire en quelque sorte une épreuve des essais et des erreurs, et, dès que la situation se détériorera, dissoudre le mouvement. Il est vrai, lorsqu'il fallut en arriver à cette décision dans les derniers jours de juin, il se produisit des divergences dans leur groupe, mais non des dissensions, du fait que l'un ou l'autre, plus romantique que ses partenaires, estimait que la décision était prématurée et qu'il fallait continuer encore l'action pendant quelque temps. Pourtant, la dissolution fut prononcée comme il était prévu au départ. Que l'on ait pu recueillir par la suite des paroles d'amertume chez l'un ou l'autre, cela est chose normale au lendemain d'une action qui a dépassé les espoirs initiaux. En tant que professeur non révolutionnaire, mais qui depuis plusieurs années étudie l'histoire des mouvements révolutionnaires et les problèmes du partisan, de la stratégie et de la tactique, je dois dire que j'ai eu de l'admiration pour le comportement de ces étudiants qui ne s'embarraient guère des précédents de la méthode léniniste ou maoïste et qui essayaient d'inventer sur place, non sans erreurs il est vrai, les éléments d'une action adaptée aux structures de la société qui est la nôtre. Leur volonté s'est cependant heurtée à l'activité désordonnée des révolutionnaristes qu'ils n'ont jamais réussi à dominer vraiment et dont ils risquent peut-être, le cas échéant, de devenir les otages.

Il n'est pas besoin d'insister sur le fait que les révolutionnaristes sont infiniment plus nombreux que les révolutionnaires. A la différence des enseignants du même type, ils ne sont pas handicapés par les entraves intellectuelles et moralisantes qui freinent l'action de ceux-ci, la rendent hésitante et capricieuse, mais ils sont plus directs dans leur allure. On ne saurait cependant pas les mettre tous dans le même sac, car il y en a de différentes sortes, dont nous n'analyserons que les deux principales (7) :

(7) Je laisse de côté ici un type de révolutionnaristes que nous n'avons guère connu à Strasbourg, sinon sporadiquement durant le mois de mai, à savoir la faune des enrégés de Nanterre qui s'obstine à relancer sans cesse le mouvement sous n'importe quel prétexte depuis la rentrée de novembre 1968. S'agit-il de simples agitateurs qui font de la contestation une profession ou de routiniers qui ne parviennent pas à se débarrasser d'une habitude acquise ? Il existe aussi des marginaux du révolutionnarisme et des exhibitionnistes de la révolution. Autrement dit, la révolution non plus ne

a) Ceux que j'appellerai les ancêtres (encore qu'ils aient fait des recrues durant les événements de mai), parce qu'un certain nombre d'entre eux hantent les bâtiments universitaires depuis un certain nombre d'années. Ils ont attiré spectaculairement l'attention sur eux à Strasbourg au moment de la crise situationniste de novembre 1966, bien que leur existence soit à peu près contemporaine des provos en Hollande, des hippies américains, du mouvement pop anglais, etc. (8). Ils ne sont pas violents, mais plutôt grossiers — et si jamais ils lisent ces lignes ils se feront une gloire d'être qualifiés ainsi par un professeur qui est par définition pour eux un infâme moraliste, un radoteur, pour ne pas citer d'autres termes de leur vocabulaire courant. C'est pour eux que la révolution est une fête, ce qui veut dire que l'aspect esthétique-érotique prend le pas sur la politique. A la limite celle-ci constitue un stade qu'ils prétendent avoir dépassé. Leur révolutionnarisme se situe vaguement entre une révolution « bohème » et une révolution « sauvage », l'outrance verbale tenant le plus souvent lieu de théorie. Le désir de renverser toutes les valeurs, exprimé dans un langage pseudo-marxiste, donne à leur contestation une couleur particulière, celle de l'irrespect total et naïf. S'agit-il d'un anarchisme nihiliste ? Je ne le crois pas, car une telle attitude reste malgré tout conséquente dans son absurdité. Ce n'est pas le cas chez ces révolutionnaristes dont la pensée n'est au fond qu'un bric à brac de réminiscences hégéliennes, de marxisme manichéiste, de netschaïevisme et tkatchévisme simplistes, de nietzschéisme onirique et de pseudo-freudisme à la manière de Wilhelm Reich. On a plutôt l'impression d'une crise d'originalité juvénile pour laquelle la révolution est l'exutoire d'une logorrhée plus ou moins morbide et d'une pensée plus ou moins équilibrée. C'est que les intellectuels et les apprentis intellectuels ont sur le commun des hommes un avantage appréciable : ils ont à leur disposition un arsenal de mots et d'idées toutes faites qui leur permet de justifier « élégamment » un comportement vulgaire ou encore transformer la déchéance due à la paresse en misère de l'exploité et le délit en revendication de l'opprimé.

b) Ceux que j'appellerai les ralliés, qui ont rejoint le mouvement étudiant après que l'action ait été déclenchée. A l'exception d'un certain nombre d'étudiants plutôt modérés qui ont été subitement pris dans le tourbillon, soit qu'ils aient subi la contagion des masses, soit qu'ils

saurait échapper aux lois des autres situations sociales ; elle engendre elle aussi ses déclassés, ses aventuriers, ses vagabonds tout comme ses ambitieux, ses prosélytes et ses fantaisistes.

(8) Cela ne veut pas dire qu'ils soient tous situationnistes ni que tous les situationnistes (dont il y a plusieurs écoles) doivent être rangés sous cette rubrique. Peut-être même ne s'agit-il que d'une tendance dégénérée du situationnisme.

aient découvert un aspect nouveau de la réalité, ce sont en général des étudiants de tendance gauchissante plutôt que gauchiste, à l'image de leurs maîtres de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement supérieur, y compris les aumôniers (9). Pour avoir enseigné pendant assez longtemps dans les lycées, je connais bien le révolutionnarisme à la fois généreux et atrabilaire d'un certain nombre de professeurs de cet ordre — éternels insatisfaits, hostiles à tout projet de réforme qui ne correspond pas à leur idéal perfectibiliste, pensant sans cesse dans des catégories différentes de celles dans lesquelles ils vivent, prêts à toutes les audaces à condition qu'elles ne comportent pas de risques. Si ces enseignants sont révolutionnaristes par conformisme intellectuel, les étudiants le sont davantage par mimétisme, malgré qu'ils en aient. Nul n'est plus intolérant à l'égard du savoir en général que le jeune néophyte d'un savoir particulier, limité et fraîchement acquis, du fait qu'il ne possède pas encore l'expérience tonique de l'erreur. On tranche d'autant plus radicalement en matière économique, politique et même sociologique que l'on n'a guère de connaissances en ces matières. Nous avons tous passé par cet état du savoir ignorant. Ce n'est qu'au fur et à mesure que l'on acquiert toujours plus de savoir que le jugement se forme et que l'on prend conscience de la relativité de tout savoir. L'abstraction est liée à la physiologie des âges, elle est la forme de pensée de l'enfance et de la jeunesse, car le sens de la relativité ne s'acquiert qu'avec l'expérience et l'âge. Si les étudiants sont révolutionnaristes, ce n'est pas seulement parce que la révolution est l'un des éléments essentiels de l'idéologie actuellement dominante, mais aussi parce qu'ils pensent la révolution abstraitement. Plusieurs d'entre nous sentaient venir la crise, parce que depuis un certain temps, les exposés d'un certain nombre d'étudiants durant les conférences ou « séminaires » abandonnaient le terrain de l'analyse et de l'explication pour celui de la déclamation plus ou moins agressive et de la prise de position partisane révolutionnariste, d'autant plus intransigeante qu'elle manquait davantage de fondement critique. C'était le temps des exposés « casse-pieds » avec des tirades sans rapport avec le thème à traiter. Pour comprendre qu'il ne s'agit de rien d'autre que de révolutionnarisme et non d'une volonté déterminée et consciente de son action il suffit d'interroger sur le champ l'étudiant sur ce qu'il entend par les termes de révolution ou de socialisme qu'il

(9) Il y aurait tout un chapitre à écrire sur les aumôniers, car depuis des années ils pratiquent une démagogie religieuse qui dépasse de loin celle des politiciens, font une surenchère d'autant plus extravagante qu'ils souffrent davantage d'un complexe d'infériorité dans le monde moderne et s'aventurent avec d'autant plus d'assurance dans les domaines de l'économie, de la sociologie et en général des sciences humaines qu'ils sont plus ignares en ces matières.

vient de prononcer. L'épreuve vaut la peine d'être faite, car le résultat est significatif. On se rend immédiatement compte qu'il s'agit de mots prononcés pour ainsi dire à la cantonnade, soit pour effaroucher l'interlocuteur, soit pour se donner une contenance.

Par quoi se caractérise ce type de révolutionnarisme ? D'abord par une confusion entre révolution et toute manifestation plus ou moins violente, assortie de revendications diverses, les unes sérieuses, les autres farfelues. La révolution se réduit à un désordre permanent, à une succession d'actes brutaux, sans suite et qui se suffisent chaque fois à eux-mêmes, à des manifestations de rues, organisées beaucoup plus pour narguer la police que pour répondre à un plan cohérent destiné à dramatiser la situation. Ici aussi l'imitation constitue le motif déterminant. La nuit des barricades à Strasbourg, le 24 mai, n'était ni l'expression d'une volonté spontanée d'accélérer les événements ni une action tactique dans le cadre d'un projet défini, mais un simple mime collectif après que la radio eut annoncé le déclenchement d'une nouvelle nuit des barricades à Paris. Je suis à peu près convaincu que les révolutionnaristes ont ce jour-là disloqué les combinaisons des vrais révolutionnaires. A la différence de la révolution au sens précis du terme, qui est projet offensif, le révolutionnarisme est purement défensif, presque statique ; il a un aspect presque essentiellement provocateur ; son principe est l'obstruction. Il ne faut donc pas s'étonner si la répression était à la mesure de ce manque d'audace et de fermeté. Quoi qu'en dise par exemple Glucksmann, il n'y a pas eu de répression « sanglante ». Elle est apparue après coup dans les récits, elle n'était pas dans les faits. Dussé-je m'attirer les foudres de tous les révolutionnaristes, il faut reconnaître que la police a opéré intelligemment, d'une part en manœuvrant pour empêcher qu'il y ait directement des morts sur les pavés (à chaud), d'autre part en évitant de prendre des mesures et de recourir à des moyens hors de proportion avec la situation, qui auraient pu conduire à une escalade de la violence. Si le vrai révolutionnaire sait analyser froidement une situation, même et peut-être surtout lorsqu'elle tourne à son désavantage, le révolutionnariste a besoin de la vaine glorification de ses actes mineurs et du mensonge qui farde la réalité. Prisonnier de son rêve il ne sait pas apprécier correctement les erreurs de l'adversaire, parce qu'il est incapable d'évaluer sa force et ses mérites. Cela tient à ce que, contrairement au vrai révolutionnaire, il ne raisonne pas en termes d'amis et d'ennemis. Une bonne stratégie doit également être à la hauteur de ses propres fautes et des circonstances désagréables.

En second lieu, le révolutionnariste est l'homme non de l'acte, mais du verbe révolutionnaire. Il ne crée jamais de situation irréversible qu'en paroles. Rien n'est plus significatif à cet égard que la phrase inscrite

sur le mur de certains bâtiments universitaires, que divers ouvrages ont cité depuis avec admiration, comme si tout s'était accompli désormais : « On a pris la parole comme on a pris la Bastille. » On comprend dans ces conditions que la révolution n'ait jamais pu dépasser en fait les limites de l'*aula* des Universités. Toute la fougue s'est effritée dans d'interminables et ennuyeuses assemblées, l'une plus générale que l'autre, dont le thème était certes la révolution et ses aspects, mais finalement épuisait à ce point la question qu'il devenait inutile de la faire. Puisqu'on pouvait décrire d'avance toutes ses péripéties, sa nécessité et ses contingences, ses obstacles et ses triomphes, pourquoi la faire ? La parole l'avait accompli. Rencontrant un soir dans un couloir un jeune ouvrier solitaire qu'on avait fêté quelques jours plus tôt au Conseil étudiant et qui depuis traînait son ennui au milieu des instituts, j'écoutais sa plainte : « Ils m'ont eu. Ils parlent, parlent, que ne parlent-ils ? Je n'y comprends rien, mais je crois qu'ils ont dit que la révolution était déjà faite. Si seulement c'était vrai, car à cause de leur bêtise je ne sais combien de temps je vais rester chômeur. » Pourquoi n'ajoute-t-on pas au florilège des citations et réflexions publiées depuis ces paroles désabusées, cette déception ? Elles appartiennent à la réalité du moment, et il serait bon de les méditer. C'est ce qu'on ne fera pas pour sauvegarder la splendeur de la parole. Etant donné que l'immense majorité des ouvrages parus depuis le mois de mai sur les événements de ce mois ont été écrits par des révolutionnaristes, ils ne peuvent que donner une image révolutionnariste de la révolution, c'est-à-dire fausse, embellie, sophistiquée. On reconnaît le révolutionnariste non seulement au fait qu'il ne parle que de révolution et qu'il transforme tout problème en problème éminemment révolutionnaire, mais aussi à l'étroitesse de ses références et de ses lectures : il ne lit que les publications et ouvrages d'autres révolutionnaristes, s'enferme dans leur éloquence, car l'autre littérature ne serait que futilité. On peut discuter avec un révolutionnaire, on ne le peut avec un révolutionnariste.

Il ne faudrait pas en conclure que les révolutionnaristes seraient inefficaces. En général ils ont plus d'audience que les révolutionnaires dans les régimes de libre parole, du fait que ces derniers sont plus froids, plus calculateurs, plus distants et surtout plus politiques, bien qu'ils comptent le plus souvent à juste titre sur la masse des révolutionnaristes, non seulement comme appoint important au moment du coup décisif, mais encore comme force quantitative toujours prête à rejoindre les rangs de la révolution triomphante dont ils n'ont pas su forger le succès. Une fois l'euphorie passée et que vient l'instant des règlements de compte, les révolutionnaristes sont alors forcés de payer leurs incohérences passées et en général ils sont écartés du pouvoir du fait que,

prisonniers de leur mentalité revendicative, généreuse et hésitante, ils deviennent des obstacles aux nouveaux desseins des révolutionnaires. Victimes volontaires, parce qu'ils se proclament tels, des régimes non révolutionnaires, ils deviennent les victimes non volontaires des régimes révolutionnaires.

II. TOPIE ET UTOPIE

Plus que jamais l'attitude devant l'utopie est de nos jours un critère de la reconnaissance du sens politique. En effet, l'utopie n'est plus seulement une condition de la pensée exploratrice et un moteur de l'action novatrice, mais pour beaucoup de personnes elle tient tout bonnement lieu de pensée politique. C'est en ce sens, par exemple, que Marcuse parle de la « fin de l'utopie », parce que, à son avis, toutes les conditions matérielles et intellectuelles de la transformation de la société en société socialiste seraient présentes et que seule l'organisation répressive des forces de production existantes fait obstacle à la réalisation (10). Il s'agit, somme toute, de prendre ses désirs pour la réalité pour que, grâce à ce pur décret théorique, l'irréel devienne réalité. La parole suffit pour transformer le monde, ou plutôt il suffit de penser le monde autrement pour qu'il le soit effectivement. A la différence du vrai révolutionnaire qui sait prendre la mesure de l'utopie pour l'intégrer dans son projet, le révolutionnariste n'agit que sous l'empire de la seule utopie. La praxis n'a même plus à confirmer la théorie, car l'utopie est elle-même praxis : la pensée et le réel coïncident définitivement parce qu'on l'affirme. Ce qui caractérise la pensée utopique moderne, c'est qu'elle est en même temps idéologique. Cela signifie qu'elle ne construit plus des utopies élaborées, destinées par leur irréalité même à critiquer la société existante, mais elle donne un caractère utopique à des abstractions, posées comme fins ultimes, telles la liberté, l'égalité, la justice ou le bonheur. Elle refuse par exemple les libertés concrètes ou franchises qui limitent par convention les éventuelles intempérances du pouvoir et elle revendique une liberté globale et vague, parce que indéterminée, contre toute autorité, quelle qu'en soit la nature. La liberté et l'autorité cessent d'être topiques, c'est-à-dire elles ne sont plus liées à l'exercice d'activités déterminées grâce auxquelles elles prennent toute leur signification ; par conséquent on renonce à faire une distinction entre la liberté politique ou religieuse, la liberté de conscience ou de réunion, les franchises universitaires ou bien entre l'autorité politique, l'autorité paternelle ou familiale,

(10) Voir MARCUSE, *La fin de l'utopie*, Paris, 1968, pp. 9-10 et *L'homme unidimensionnel*, Paris, 1968, p. 30.

l'autorité pédagogique. Au contraire on confond tous les ordres et l'on fait un amalgame inconsistant et conceptuellement incertain pour réclamer la liberté (au singulier) et combattre l'autorité (également au singulier). En effet, pour l'idéologie seule cette liberté (au singulier) est réelle, bien qu'elle n'existe pas et qu'elle soit irréelle comme toute abstraction, sous prétexte que les libertés (au pluriel) dont nous jouissons effectivement seraient purement formelles. Or, la philosophie élémentaire nous apprend que tout ce qui existe a une forme et qu'une réalité qui n'est pas topique n'est qu'une fiction.

A la base du révolutionnarisme il y a un détournement purement verbal du sens philosophique de la notion de dialectique héritée de Hegel et de Marx. Selon ces auteurs toute réalité singulière participe d'une manière ou d'une autre à la totalité, en dépit de la forme qui lui donne consistance et autonomie. L'idéologie révolutionnariste veut nous faire croire que cette relativité de toute chose à la totalité n'est que l'expression d'une conscience fautive, tant qu'elle ne se délivre pas de sa topique et ne se confond pas avec la totalité. Ainsi la liberté qui ne serait pas totale ne serait pas vraie liberté ; il en serait de même de l'égalité, de la justice, de la vérité ou du bonheur. Tout ce qui n'est pas tout n'est rien. Dans le tout l'histoire est accomplie, de sorte que le monde des singularités n'est que la préhistoire. Cela veut dire que tout doit se confondre dans la nuit de la totalité, aussi bien la liberté que l'égalité ou la justice, chacune de ces revendications étant par sa finalité identique à l'autre. Dans la totalité la liberté est la même chose que l'égalité ou la justice ou la vérité. L'idéalisme absolu n'a plus besoin de construire une utopie à la manière de Morus, de Bacon ou de Morelly, car il fait du monde même l'utopie intégrale par négation de toute contradiction, puisqu'en dernière analyse la réalité achevée devient l'utopie achevée et inversement et que l'existence s'y confond avec l'essence de même que se confondent la nature et l'histoire, la théorie et la pratique, la subjectivité et l'objectivité, la liberté et la nécessité, l'individu et le genre. Si cette utopie totalitaire ne s'est pas encore réalisée, ce n'est pas à cause de la pensée, mais de la matière. C'est cette dernière qui est le centre de la résistance sous l'aspect des contradictions matérielles résultant de la production qu'on assimile par un sophisme ingénieux au capitalisme. Il suffit donc de supprimer les contradictions purement *extérieures* de l'économie et elles ne pourront plus faire entrave au développement *interne* de l'utopie. Autrement dit, il suffit de faire la révolution sociale, détruire le capitalisme avec toutes ses superstructures que sont le droit, l'autorité et la superstition, pour éliminer par magie toutes les contradictions, y compris celles des concepts, puisque la pensée ne serait que le reflet des conditions matérielles.

L'utopie s'accompagne en général de mythes plus ou moins cohérents entre eux. Nous entendons ici par mythes des représentations idéalisées d'un état de l'humanité, d'un groupe social ou d'une activité humaine. Mais comme la pensée utopique moderne est également idéologique, cette représentation fait davantage appel au sentiment et à l'intérêt qu'à la critique, car elle est destinée à impressionner, du fait qu'une idéologie sert une puissance. Grâce à l'idéologie, l'utopie devient en plus une représentation collective qui a en général plutôt besoin de justifications apologetiques que de preuves. C'est à cette fin que servent les mythes.

Le principal mythe révolutionnariste, parce qu'il est propre aux intellectuels, est celui de l'ouvriérisme. Il consiste à faire croire que non seulement la véritable révolution doit être faite par les ouvriers ou du moins qu'ils doivent y jouer le rôle essentiel, mais que la classe prolétarienne est par essence révolutionnaire. On sait que ce mythe a sa source dans l'interprétation d'un texte de jeunesse de Marx qui déclare dans la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* que, en raison des souffrances que le prolétariat n'a cessé de subir il ne saurait revendiquer « de droit particulier, parce qu'on ne lui a pas fait de tort particulier, mais un tort en soi », qu'en conséquence il n'a pas simplement une mission historique mais humaine à accomplir, à savoir émanciper toute la société et l'humanité entière en s'émancipant lui-même. Mais surtout il ajoute : « la philosophie est la tête de l'émancipation, le prolétariat en est le cœur » (11). Ainsi le prolétariat est devenu la classe révolutionnaire qui en même temps accomplit le destin des intellectuels, puisqu'en émancipant l'humanité il accomplit et réalise la philosophie. Ce sont cependant les révolutionnaristes qui ont interprété ce texte dans le sens de l'ouvriérisme, sur la base d'une mauvaise lecture de ces lignes aux accents millénaristes, mais non les véritables révolutionnaires comme Lénine ou Mao-Tse-Toung. Pour ces derniers, en effet, il n'est pas nécessaire que les ouvriers fassent la révolution, car l'avant-garde révolutionnaire peut la faire en leur nom, sinon à leur place (12).

La mythologie ouvriériste de la spontanéité révolutionnaire s'est donnée libre cours durant le mois de mai, avec un mélange de naïveté et de burlesque entretenu par les enseignants révolutionnaristes proches du

(11) Voir dans les *Œuvres complètes de Marx*, trad. Molitor, *Œuvres philosophiques*, t. I, pp. 105 et 107.

(12) Pour Lénine par exemple la classe ouvrière n'est pas spontanément révolutionnaire. Il écrit par exemple dans *Que Faire ?* (Édit. Sociales, Paris, 1947, p. 97) : « Par lui-même, le mouvement ouvrier spontané ne peut engendrer (et n'engendre infailliblement) que le trade-unionisme ; or, la politique trade-unioniste de la classe ouvrière est précisément la politique bourgeoise de la classe ouvrière ». Il faut, à son avis, imposer « de l'extérieur » la conscience révolutionnaire à la classe ouvrière. Ce qui est précisément le contraire de l'ouvriérisme qui croit à la spontanéité révolutionnaire du prolétariat.

PSU. On faisait pour ainsi dire la chasse au prolétaire, on le traquait jusqu'à lui faire peur, pour l'implorer de vouloir bien s'associer à l'action des étudiants et confirmer ainsi la théorie abstraite de la révolution. Plus que l'attitude réservée des ouvriers, ce furent les rares dialogues spontanés avec eux, en dehors ou à l'insu des autorités syndicales, qui montrèrent combien profond était le fossé d'incompréhension qui séparait les deux groupes (13). On a cherché à expliquer ce fait par de nombreuses raisons, en particulier l'hostilité de la CGT et par conséquent du parti communiste. Cette explication est d'autant plus fondée que les étudiants, et les politiciens qui les soutenaient, se sont imaginés naïvement qu'ils pourraient dans les conditions actuelles du rapport des forces en France faire une révolution en dehors du parti communiste et par conséquent contre lui. Néanmoins elle n'est pas suffisante, car elle ne tient pas compte des erreurs psychologiques faites par les étudiants. A force de démagogie on a réussi à faire croire aux ouvriers qu'ils forment la classe révolutionnaire par essence ou par excellence, d'où leur actuel sentiment d'être les propriétaires de la révolution. Et voici que les étudiants prétendent leur ravir cette propriété ou du moins la partager avec eux. Du même coup ils ne pouvaient que heurter et irriter les leaders syndicaux et politiques qui depuis des décennies gèrent bureaucratiquement l'idéologie révolutionnaire. Pas plus que les détenteurs de n'importe quel autre pouvoir les conservateurs du soi-disant pouvoir révolutionnaire ne sauraient admettre qu'on mette en question leurs privilèges. Ils peuvent seulement accepter qu'on fasse la révolution sous leur autorité, à condition qu'ils gardent l'initiative et qu'ils en tirent le bénéfice. On ne peut plus penser aujourd'hui la révolution dans les termes d'il y a cent ou cinquante ans : les conditions historiques se sont modifiées, non seulement du côté du capitalisme, mais aussi du côté des révolutionnaires. A la différence de ce qui existait il y a un demi siècle, dans divers pays le prolétariat est au pouvoir, c'est-à-dire les dirigeants se proclament révolutionnaires. Ils contrôlent de vastes et puissantes organisations qui se prétendent également révolutionnaires. Autrement dit, ils détiennent un monopole. Les nouveaux révolutionnaires ne se heurtent donc plus seulement à l'ennemi de classe, mais surtout à ceux qui depuis

(13) Une anecdote situera le climat. Une dizaine d'ouvriers avait été reçu au cours de la deuxième quinzaine du mois de mai par le Conseil étudiant; la cérémonie donna lieu à une débauche d'amabilités, de révérences et de compliments. Lorsqu'à un moment donné l'un des ouvriers posa la question de la garantie matérielle pour les femmes et les enfants, au cas où ils s'engageraient aux côtés des étudiants, une étudiante fit une proposition d'une candeur presque sottise qui révélait la distance entre les ouvriers et les étudiants : « Le problème peut être résolu très rapidement. Vous, les ouvriers, vous produirez, et nous, les étudiants, nous vendrons vos produits ». La révolution devenait une affaire de pure bonne volonté, à l'usine comme à l'Université.

un certain temps sont installés dans la révolution, qui l'ont institutionnalisée et confisquée (14).

La mythologie ouvriériste a peut-être été particulièrement à l'honneur du fait qu'un nombre important des meneurs du mouvement du mois de mai ont été des bourgeois et des fils de bourgeois. Avec la démocratisation de l'enseignement et de la société en général les fils d'ouvriers et des classes prolétariodes ont accédé, en plus grand nombre qu'on ne le dit, à des postes réservés presque exclusivement jusqu'alors à la classe bourgeoise. De plus, le diplôme universitaire a cessé d'être une garantie d'entrer dans les cadres supérieurs. Les étudiants n'ont peut-être pas encore pris conscience du fait que la plupart d'entre eux ne pourront occuper que des situations dans les cadres moyens. Certes, le népotisme ne disparaîtra pas (15) — il sévit dans les pays socialistes comme dans les autres — mais l'accès aux fonctions sociales importantes est devenu en proportion croissante l'objet d'une rivalité et non plus de l'influence et des relations familiales. L'avenir des enfants de l'ancienne bourgeoisie n'est plus assuré comme autrefois. Qu'on le veuille ou non, l'examen et le concours sont devenus la condition de la promotion sociale des enfants des classes inférieures, c'est-à-dire la mobilité sociale contemporaine a fait que la compétition ne se déroule plus uniquement entre les meilleurs de l'ancienne classe dominante. L'ouvriérisme n'est que la flatterie pour maintenir ces anciens privilèges. Bien que cette explication ne puisse être généralisée, elle irrite au plus haut point certains meneurs révolutionnaristes du mois de mai, peut-être parce qu'elle met le doigt sur un point qui, sociologiquement, est particulièrement sensible. Celui qui voudrait par exemple étudier de plus près l'origine sociale des professeurs d'université, davantage que celle des assistants, comprendrait peut-être pourquoi la plupart d'entre eux ont refusé de participer à la mythologie ouvriériste. Un des enseignements majeurs des événements de mai a été le retour à une évidence : la conscience révolutionnaire n'est pas liée à une classe ni aux seules formes de production. Les révolutionnaires

(14) C'est pour cette raison que je considère l'ouvrage cité plus haut de Glucksmann comme une rêverie nostalgique d'un révolutionnariste, car son auteur raisonne dans les conditions historiques d'il y a un demi siècle qu'il plaque sur la réalité d'aujourd'hui. Il croit que l'on peut répéter le schéma révolutionnaire classique, alors que sa conception de la stratégie est aussi surannée que celle des militaires en 1914. Du moment que la révolution prétend être au pouvoir dans certains pays ou que des organisations contrôlent dans d'autres la masse dite révolutionnaire, on ne peut plus réduire le conflit à la simple opposition des classes bourgeoises et prolétariennes. En effet, les possibilités de l'inimitié s'étant déplacées, le conflit peut surgir entre les diverses conceptions de la révolution. Les événements du mois de mai ont mis en évidence un curieux paradoxe : la légitimité est devenue une problématique des révolutionnaires.

(15) Vincennes donne plutôt l'impression que le népotisme a été remplacé par le « copinage ».

se recrutent dans toutes les couches sociales, autant par intérêt que par conviction. On peut être ouvrier et de sentiment conservateur comme on peut être bourgeois et de sentiment révolutionnaire. L'importance du prolétariat consiste en ce qu'il peut apporter l'appui de la masse à une volonté révolutionnaire qui peut être le fait de n'importe qui. La révolution est une question d'opinion ; on y adhère par foi.

La mythologie de l'intellectualisme constitue l'autre aspect du révolutionnarisme. Elle se présente en premier lieu sous la forme du perfectibilisme. Sous prétexte que la révolution serait l'unique solution capable de résoudre les contradictions qui déchirent le monde depuis toujours ainsi que les difficultés auxquelles se heurte l'évolution de la société moderne, le révolutionnariste refuse toute réforme, toute amélioration circonstancielle qui ne correspondent pas à son idée de la perfection. Cette attitude était à la rigueur compréhensible au cours du mois de mai quand on pouvait nourrir l'illusion que le bouleversement immédiat jetterait au vent les timides projets de réforme élaborés par certaines commissions paritaires. Très rapidement cependant on retomba dans l'ornière de la contestation perfectibiliste qui paralyse l'activité des syndicats des enseignants depuis plus de vingt ans. Rien n'était plus spécieux que les discussions byzantines des révolutionnaristes lorsqu'il s'est agi d'aménager les examens lors de la rentrée universitaire en octobre et novembre 1968 : chacun avait une autre objection à formuler au nom d'une autre conception de la perfection, de sorte que la notion de perfection devenait elle-même contradictoire et source de conflits. Cette attitude du tout ou rien qui consiste à tout refuser parce que, suivant une expression populaire pittoresque, demain on ramera *gratis*, n'est finalement qu'un refus de faire quoi que ce soit, le refuge dans l'inaction au nom d'un choix nécessaire qui devrait paradoxalement faire la somme de toutes les perfections. A la différence du véritable révolutionnaire qui, parce qu'il est un être politiquement lucide, sait reconnaître le bien-fondé d'une réforme et, suivant les besoins d'une tactique consciente de ses buts, l'accepter ou la refuser, le révolutionnariste fait de la négation systématique un principe. L'étroitesse de sa réflexion ne lui permet pas de comprendre que la perfection est un pur concept théorique, ce qui veut dire qu'on peut toujours imaginer une perfection plus parfaite que celle qu'on a conçue, puisqu'elle ne tient pas compte de l'obstacle matériel et topique et qu'elle ignore la phénoménologie de l'action pratique.

C'est à propos de la soi-disant pédagogie nouvelle — jamais définie même approximativement, mais toujours pensée de façon ultra-perfectionnée — que l'intellectualisme a été intarissable. Que les étudiants qui, par la force des choses, n'ont qu'une connaissance unilatérale en ce domaine fassent des propositions extravagantes, cela ne justifie pas la

flatterie des enseignants qui font de la surenchère. A croire qu'ils n'ont jamais réfléchi à leur propre expérience, car ils sont les premiers à ne pas pouvoir appliquer leurs résolutions théoriques. Il est vrai, en général, ce sont les mauvais pédagogues qui proposent de renouveler sans cesse la pédagogie : l'outrance théorique est un moyen de compenser l'insuffisance pratique. Même la méthode qui serait en principe et *a priori* la meilleure ne fera jamais du professeur médiocre un bon enseignant ; par contre, le bon enseignant trouvera immédiatement son style propre au contact de la matière qu'il enseigne, tout simplement parce qu'il la domine. Il faut croire qu'on n'élabore les méthodes parfaites que pour ne jamais les appliquer, l'essentiel étant de trouver un alibi pour dissimuler son infériorité pratique. Quel est le professeur qui se plaint de ne pouvoir exercer son métier comme il l'entend ? Celui qui ne possède pas la foi et les ressources intérieures et qui attend tout du gouvernement, de l'inspecteur, des autorités, c'est-à-dire qui accuse le gouvernement, les autorités, les programmes, les méthodes, la tradition et je ne sais quels autres moyens de faire obstacle à sa vocation et à son épanouissement. Pour avoir mal digéré le marxisme, l'intellectuel révolutionnariste fait tout dépendre des conditions extérieures, économiques ou sociales, et croit pouvoir échapper ainsi à sa propre responsabilité. Nous ne parlons jamais autant de la responsabilité des autres (privativement ou collectivement) que lorsque la nôtre est défaillante. L'être qui sait se montrer à la hauteur de sa tâche, exercer son métier avec autorité et prendre les décisions convenables, évite justement de dissenter sur la responsabilité. Le perfectionnisme pédagogique ne fascine que les professeurs qui ne sont pas des maîtres, c'est-à-dire ceux qui ne participent pas à la construction de la discipline qu'ils enseignent et se contentent de transmettre uniquement un savoir acquis et élaboré par d'autres. Il n'existe pas de science idéale, car la science parfaite est celle que chaque génération de savants élabore. Descartes ne pouvait pas prévoir Newton et celui-ci ne pouvait pas prévoir Einstein, pas plus que Hegel ne pouvait prévoir la philosophie de Marx. Du moment que la science est une recherche indéfinie elle ne saurait être achevée. Il en résulte que la pédagogie du professeur d'Université se forme au cours même de ses recherches. Elle n'est pas un don que pourraient lui faire gracieusement les partisans d'une quelconque pédagogie nouvelle, élaborée en dehors de tout contact avec une discipline concrète.

Par sa nature même le perfectibilisme intellectuel tend au moralisme sous la forme de la suffisance du censeur. Le révolutionnariste est un exemple typique de ce que Max Weber appelle le partisan de l'éthique de conviction. Persuadé de détenir la vérité, il essaie de faire triompher sa cause par tous les moyens, même s'ils sont contradictoires avec les

principes avoués, sans égard pour les conséquences, dussent-elles annuler la visée initiale. C'est l'absence totale du sens de la responsabilité. S'il échoue, il ne cherchera pas à comprendre de façon critique les causes de son insuccès — comment le pourrait-il puisqu'il est certain d'avoir raison absolument ? — et il adopte le ton du censeur, plein d'orgueil et de hargne, pour mettre ses faiblesses au compte de la sottise et de la stupidité des autres. Ses propres maladresses il les dénature en lâchetés de ceux qui l'entourent, son impuissance en malveillance de ceux qui ont une autre opinion que la sienne et ses violences gratuites en volonté de répression de la part de ceux qu'ils détestent. Que ne déteste-t-il pas ? Le monde entier qui refuse d'écouter ses élucubrations et de se mettre aux ordres de son arbitraire et de ses préjugés. Tous ceux qui ne pensent pas comme lui, il les traite d'imbéciles, car son infatuation intolérante ne saurait accepter que l'attitude divergente des autres pourrait être réfléchie et fondée. Sans cesse à l'affût d'éventuelles défaillances d'autrui — au besoin il les invente — il les vitupère avec d'autant plus d'arrogance qu'il est incapable d'être critique à l'égard de lui-même. Sa mentalité d'inquisiteur l'aveugle à ce point qu'il découvre le « flic » partout, sauf en lui-même. En d'autres termes, il a lui-même une âme policière, mais sa hantise l'empêche de prendre conscience de son obsession. Il se fuit pour échapper à la peur de lui-même.

Dans ces conditions il est clair que les révolutionnaristes ne peuvent que rejeter tout compromis, mais, comme cette attitude irréductible devient intenable à la longue, ils sont portés à écouter la flatterie, faute de réflexion critique, et à suivre le démagogue qui fait mine de les comprendre, quitte à transiger dans ce cas sur les principes affirmés jusqu'alors bruyamment et à accepter les compromissions les plus avilissantes. Tout le monde sait que de très nombreuses recrues des SS venaient des milieux révolutionnaristes allemands. On ne saurait à ce propos parler d'inconséquence, car l'absence de rigueur doctrinale que dissimule le romantisme révolutionnaire, le goût de la violence et de la provocation, le refus de l'arbitrage et des transactions indispensables à la stabilité de toute société, les livrent inévitablement aux tentations de l'aventurisme. Il n'est pas vrai que l'extrémisme est une garantie contre l'opportunisme ; il ne l'est certainement pas si la doctrine est incertaine et incohérente. A lire les ouvrages de nos sociogogues on comprend qu'ils sont incapables d'habituer les étudiants à une pensée cohérente, même du point de vue révolutionnaire. Les véritables révolutionnaires, par contre, n'ont pas peur du compromis politique. « Seuls peuvent redouter des alliances temporaires, même avec des éléments incertains, ceux qui n'ont pas con-

fiance en eux-mêmes » (16). En effet, l'alliance peut être un moyen de se délimiter comme l'isolement, à condition de ne pas sacrifier sa doctrine dans l'aventure. Prisonniers par nostalgie de la tactique primitive des premiers mouvements ouvriers, les révolutionnaristes sont hors d'état de comprendre que la stratégie, dans la mesure même où elle a pour tâche de dominer les contradictions liées à l'action, a pour base une coordination des compromis nécessaires au regard du but à atteindre. Seule l'ignorance est pleine d'assurance. On a pu le vérifier en mai en écoutant les inepties de conseillers incompetents discourir sur la stratégie révolutionnaire dont ils ne possédaient pas les éléments rudimentaires. Ils donnaient à croire que cette stratégie constitue un en soi, alors que, s'ils avaient étudié attentivement Lénine ou Mao-Tse-Toung, ils auraient vu que ce qu'on appelle stratégie révolutionnaire n'est qu'une application, avec quelques variantes, de la stratégie ordinaire au conflit révolutionnaire. La pensée révolutionnaire de Lénine par exemple a emprunté l'idéologie au marxisme et les moyens de l'appliquer à Clausewitz et à Cluseret. Même le phénomène du partisan n'est pas strictement révolutionnaire, mais ce n'est pas ici le lieu d'analyser ce problème ni même d'indiquer les ouvrages de base qui traitent de la question.

C'est surtout au plan politique que le perfectibilisme intellectualiste s'est embourbé dans ses contradictions. Certains étudiants se sont brusquement révélés comme des êtres doués du flair politique, bien qu'ils aient été jusqu'alors assez indifférents à ce genre d'activité. On ne saurait en dire autant des enseignants qui n'ont su que transposer à un niveau plus général la politicaillerie ordinaire des syndicats. Leur terrorisme n'était que l'expression d'une angoisse intérieure et, si certaines manœuvres ont pu impressionner au départ, il est rapidement apparu qu'elles trahissaient surtout une confusion mentale. Pour certains l'exaltation révolutionnariste n'était qu'un défoulement d'une vie privée incohérente, pour d'autres une manière de surmonter une timidité native. Effrayés par les tendances anarchistes des étudiants, mais séduits par les promesses de la démocratie directe, ils n'ont jamais su choisir entre le système du commissaire révolutionnaire et celui du représentant parlementaire. Ils ont cru qu'il était possible de concilier dans la nébuleuse du perfectibilisme unanimiste toutes les formes de la démocratie, y compris les plus inconciliables, celle qui repose sur l'acclamation et celle qui a pour base l'élection. Il était difficile de saisir ce qu'ils entendaient par démocratie : un régime politique, mais sans autorité définie ; un système social égalitaire mais qui ferait sa place au talent ; un état informe de l'humanité qui respecterait les velléités d'une organisation spontanée ? Toutes ces contradictions

(16) LÉNINE, *Que Faire ?* Editions sociales, Paris, 1947, p. 19.

témoignaient d'une inculture politique navrante, pareille à celle qu'on reproche en général aux personnes non cultivées. On ne savait plus s'il fallait rire ou avoir pitié d'attitudes qui oscillaient entre la générosité vague et le cynisme inconscient ou entre la sincérité crédule et la maladresse affectée. Tout cela était sans doute appelé à s'harmoniser dans l'avènement nécessaire d'une perfection spontanée qui supprimerait définitivement toutes les contradictions. Je suis convaincu que si l'on rappelait à certains enseignants les propos qu'ils ont tenus ou les attitudes qu'ils ont adoptées durant la période d'exaltation du mois de mai ils seraient les premiers surpris de tant d'ingénuité.

Oui, la politique exige de l'expérience et elle repousse l'expérimentation. Elle ne s'apprend pas dans les laboratoires ni dans les instituts de recherche. C'est qu'elle ne supporte pas la méthode intellectualiste des essais et des erreurs, tellement prônée de nos jours sous prétexte que, avant d'être adoptée, une mesure doit être essayée circonstanciellement et éprouvée provisoirement. La politique est une affaire d'autorité et non de vérité. Et pourtant la mythologie intellectualiste ne cesse de nous faire croire qu'il suffit de développer la science, l'instruction, la culture, les lumières pour libérer l'humanité de ce fléau malfaisant. Il n'est pas vrai que la politique est une activité méprisante et avilissante, que le pouvoir est mauvais en lui-même et dégradant, ou que l'autorité signifie inmanquablement répression. Les intellectuels ont trop tendance à diffamer ce qu'ils ne peuvent pas contrôler. Il est aussi honorable de chercher à faire régner la concorde entre les hommes, à protéger leurs diverses activités qu'à écrire une œuvre littéraire ou jouer une pièce de musique. Nous sommes sur ce point les victimes de l'idéologie libérale du XIX^e siècle (dont Marx est l'un des héritiers) lorsque nous considérons le pouvoir comme inévitablement corrompateur ou comme la pire des aliénations, de sorte qu'il n'y aurait qu'une solution : limiter au maximum sa compétence et si possible le faire déperir. Il serait peut-être temps de méditer les œuvres de Hobbes au lieu de les condamner sans les avoir lus ou de lui faire dire le contraire de ce qu'il a écrit. Entre l'état de nature et la société politique il n'y a pas de milieu, c'est-à-dire de troisième solution.

On peut aussi se demander si le salut ou le bonheur de l'humanité dépend de la diffusion des lumières. Une pareille question n'a plus rien d'impertinent de nos jours quand nous constatons à quelle catastrophe peut nous conduire la soi-disant domination de la nature par l'homme grâce à la science et à quelles aberrations peut nous mener une intellectualité cultivée pour elle-même, coupée de la vie et se développant en vase clos selon sa logique propre. On ne contestait guère jusqu'à présent le caractère progressiste du savoir. Tout le XVIII^e siècle partageait le préjugé de Condorcet de la perfectibilité indéfinie de l'homme dans la

marche « vers la vérité ou le bonheur ». Kant, Hegel, Marx et les autres philosophes construisaient leur système sur le même présupposé. Aujourd'hui cependant nous nous rendons compte que les craintes exprimées par Nietzsche, Tolstoï, Dostoïevski et Chestov doivent être prises au sérieux et qu'elles ne sont pas des paradoxes d'auteurs en mal d'originalité. Ce n'est pas la politique ou l'autorité qu'il faut condamner, mais l'intellectualité, car c'est peut-être elle qui fait peser la malédiction sur le monde. En effet, si de barbare et sauvage la politique est devenue inhumainement intolérante et méchante, ce n'est pas en raison d'un développement interne au pouvoir, mais plus probablement à cause des moyens nouveaux que l'intellect et la science mettent à sa disposition. Aussi, contrairement à ce que pensait Marx, ce n'est peut-être pas la religion, l'économie et la politique qui sont les conditions de l'aliénation, mais les progrès de la connaissance qui transforment l'esprit en intellectualité artificielle. Nous ne sommes plus du tout certains que la voie de l'intellect et celle des vérités impersonnelles et indifférentes sont celles du salut, car il n'est pas exclu qu'elles rendent l'homme prisonnier de lui-même. La *cupiditas scientiae* est peut-être un aspect du malheur de l'homme.

III. CONCLUSIONS

Le mythe de l'ouvriérisme et celui de l'intellectualisme traduisent chacun à sa manière la crise de notre société qui est celle de la confusion et de la lassitude. L'intellectualité n'a plus confiance en elle-même, car à force d'abstractions elle sent qu'elle se coupe du réel qu'elle confond avec l'utopie. Nul n'est en effet autant porté vers le sentimentalisme que l'intellectuel. C'est penser sentimentalement que de considérer la classe ouvrière comme classe souffrante qu'il faut libérer, car cette compassion pour le prolétariat fait croire qu'en un certain sens l'intellectuel aurait déjà réussi à se libérer ou du moins qu'il est en bonne voie de « réaliser » la liberté, parce qu'il en posséderait les instruments, de sorte qu'il doit désormais se mettre au service de la classe ouvrière. Cette sollicitude n'est qu'une forme de la vanité ; elle sécularise la rédemption. De ce point de vue le révolutionnarisme est davantage qu'une démagogie de la révolution ; il en est la perversion, car à force de la théorétiser il lui fait perdre son dynamisme et l'empêche de se dépasser historiquement. Il est fort probable que nous vivons la fin d'un âge, celui de la Renaissance ; le révolutionnarisme en est peut-être la phase ultime et transitoire qui résume dans sa lassitude les espoirs déçus depuis quatre siècles. Il est possible que la nouvelle époque qu'il annonce n'aura plus rien de révolutionnaire, parce que le phénomène de la révolution n'est peut-être qu'une des

manifestations historiques de l'âge de la Renaissance qui s'achève. Ainsi compris, le révolutionnarisme n'est sans doute pas une réalité purement négative.

Depuis la Renaissance toute la dynamique de l'esprit, orienté essentiellement vers la science, était de nature rationnelle. Il en est résulté, sans que l'on puisse à proprement parler établir une relation stricte de causalité, une décadence du sentiment religieux, dont la plupart des sociologues, à commencer par A. Comte, estiment qu'elle a contribué à la détérioration de la cohésion sociale. La question n'est pas de savoir si la désacralisation, le désenchantement du monde que nous constatons aujourd'hui est un bien ou un mal, mais il faut constater que le vide laissé par le déclin du religieux n'a pas été comblé par la science. Cela signifie que le développement de la raison dans un secteur de l'activité humaine ne constitue pas nécessairement une compensation de la perte dans un autre. On a pu croire le contraire jusqu'au siècle dernier, parce qu'on se faisait une idée fautive de la rationalité, du fait qu'on reléguait la religion entièrement dans la sphère de l'irrationnel. Or, la religion est une forme de rationalisation comme la science, bien que les deux rationalisations ne soient pas de même espèce. D'autre part, bien que la démarche scientifique soit strictement rationnelle, son utilisation n'échappe pas plus que celle de la religion à l'irrationnel. Il semble même que l'aspiration religieuse est en train de renaître sous d'autres formes que celles des religions classiques. Quoi qu'il en soit, il apparaît de plus en plus clairement que la rationalité scientifique n'est pas toute la raison, mais un type de rationalisation que Pareto désigne par action logique et Max Weber par rationalité par finalité. L'un et l'autre de ces deux sociologues évaluent très positivement cette rationalité, mais ils reconnaissent en même temps qu'elle détériore la stabilité du corps social, c'est-à-dire que les sociétés qui sont fondées sur elle, en particulier celles qui sont dominées par l'économie, deviennent fragiles ; elles sont plus exposées que d'autres à la désintégration du corps social.

De ce point de vue il ne faut pas prendre au tragique le dessein des étudiants de déstructurer la société : ils ne font que constater un fait beaucoup plus qu'ils ne le provoquent. Autrement dit, par leur action ils mettent davantage en évidence un phénomène que la sociologie a remarqué depuis fort longtemps, sans pouvoir apporter de remède ni de solution. Le mouvement étudiant est à cet égard tout aussi impuissant, sauf qu'un certain nombre de sociologues qui l'inspirent adoptent la solution de facilité en préconisant la politique du pire : faites la révolution comme vous pourrez et l'on verra bien après coup ce qui en sortira. C'est précisément en cela que consiste le révolutionnarisme : l'absence de tout projet politique, car en elle-même la révolution est un

passage d'un ordre à un ordre et non la permanence du désordre. Autrement dit, elle est un acte politique et non une fête, à moins qu'on veuille la dégrader en parodie, à la manière de l'ancienne fête des ânes. Si elle est un acte politique, elle suppose que l'ennemi soit clairement défini, parce que seule cette condition lui donne un caractère polémique : on sait qui on combat, pourquoi et dans quel but. Si elle n'est que fête elle déchoit en pure agressivité contre n'importe qui et contre tout le monde, sans motif ni projet. L'agressivité n'est que l'aspect pathologique et morbide de la polémique, c'est-à-dire une chicane sans intention de lutter, un éternel défi et une provocation sans véritable combat. Le révolutionnarisme n'est que la déraison de la révolution. Il est clair que la plupart des étudiants qui ont participé avec enthousiasme aux événements du mois de mai, une fois que le mouvement avait été lancé, n'ont pas mis leur foi dans une entreprise aberrante. Ils « y croyaient » et les déceptions au lendemain de l'échec en sont le témoignage. Même lorsqu'ils ont accepté l'utopie, l'absurde et l'irréel, ce n'était pas pour s'y complaire et, s'ils n'ont pas réussi à dépasser le révolutionnarisme ambiant de l'Université et des syndicats, ils n'en cherchaient pas moins autre chose qu'un simulacre de révolution ou une fête carnavalesque. Quand ils critiquaient la société de consommation il y avait au fond d'eux le désir de corriger la pure rationalité par finalité par la nécessité de retrouver une rationalité par valeur susceptible de transformer la société dans un sens qui comblerait leur attente et leurs vœux obscurs. Les valeurs dites humanistes que nous avons héritées de la Renaissance ne sauraient plus satisfaire leurs aspirations. Elles sont mortes avec la reconnaissance légitime ou non, fondée ou non, de leur universalité. Une civilisation périclité dès lors qu'elle a exploité à l'extrême sa signification intrinsèque. Elle devient alors lasse d'elle-même. Le révolutionnarisme est le signe de cette fatigue.

De véritables révolutionnaires n'auraient jamais laissé passé l'occasion de s'emparer du pouvoir, alors qu'il était à la portée de leurs mains à la fin de mai 1968. Cette absence d'audace, cette incapacité de dominer la situation et de prendre une décision, tout cela est aussi un signe de fatigue, tout comme le comportement que certains enseignants et étudiants adoptent depuis la rentrée universitaire de novembre en s'enfermant dans le cycle de la provocation et de la répression, sans effet tangible, sans réussir à mordre sur l'événement. Ils restent à la remorque de la situation qu'ils ont provoquée, sans aucune initiative, sans imagination. Pour excuser leur absence d'intrépidité et de clairvoyance politique ils arguent qu'ils ont été dépassés par l'ampleur qu'a prise subitement le mouvement, qu'ils n'étaient pas préparés. Par là même, ils apportent le témoignage qu'ils ne sont que des révolutionnaristes.

A. Touraine a beau expliquer après coup (17) qu'ils n'avaient pas la volonté de prendre le pouvoir, qu'il s'agissait non pas d'une révolution politique, mais d'un « mouvement social » qui s'est lui-même privé des moyens de réussir ; il n'en reste pas moins vrai qu'en mai ils agissaient comme s'ils étaient le pouvoir, comme s'ils le détenaient. Ils avaient effectivement pris leurs désirs pour la réalité. Parce qu'ils n'étaient que des intellectuels révolutionnaristes, ils n'ont su qu'anticiper théoriquement la possession du pouvoir sans l'assumer pratiquement, ils ont pris l'ombre pour la proie, ils n'ont fait que mimer l'exercice du pouvoir. Ils n'étaient que des acteurs d'un spectacle, non de véritables combattants ; leur enthousiasme n'était que de l'excitation, leurs opérations n'étaient que de fausses manœuvres, leur violence n'était qu'emportement incontrôlé. Finalement, ils ont été les victimes de leur propre jeu et c'est pourquoi ils n'auront pas non plus la lucidité nécessaire pour reconnaître leurs erreurs. R. Aron a raison de parler d'une révolution d'emprunt (18).

On ne peut proclamer que la révolution est une fête et s'insurger en même temps contre le spectacle, puisque toute fête est en elle-même spectacle. Malgré que les révolutionnaristes en aient, ils n'ont fait que du spectacle, d'où leur carence dans l'ordre de l'efficacité. C'était une révolution de la parole, mais d'une parole qui s'épuisait dans sa propre expression ; les actes n'étaient que des gestes, avec éventuellement la recherche du beau geste mimant la fierté ; pour armes ils prenaient des porte-voix pour faire mieux retentir leurs principes. Tout leur objectif était d'être ou plutôt de paraître, non de faire. Rien n'est plus significatif que les paroles prononcées par le professeur Kahn au lendemain de l'occupation de la Sorbonne par une poignée d'enseignants le 11 février 1969 : « Nous avons montré que nous ne sommes pas des *zozos* et que nous pourrions avoir une attitude responsable » (19). Autrement dit, l'action positive consiste à montrer qui l'on est ou plutôt à le dire. Le discours du professeur Kahn est d'ailleurs un modèle du genre, car il manifeste clairement que seul l'acte spectaculaire les intéresse, c'est-à-dire le mime, puisque l'orateur a truffé son exposé de termes empruntés au vocabulaire militaire ou policier pour en faire un usage symbolique, tels que « campagne d'explications », « matraquage idéologique de la presse », etc. Depuis de nombreuses années divers enseignants, groupés ou non dans des syndicats ou des partis, attendaient dans la confusion et le mécontentement entretenu artificiellement qu'une révolte se produise. Et voici que leurs élèves et leurs étudiants la leur offrent comme

(17) A. TOURAINE, *Le communisme utopique*, Edit. du Seuil, Paris, 1968.

(18) R. ARON, *La Révolution introuvable*, Edit. Fayard, Paris, 1968, p. 52.

(19) Voir *Le Figaro* du 13 février 1969.

sur un plateau. Tout ce qu'ils ont réussi à faire, c'est une parodie sur le mode de tous les « pseudo » depuis le pseudo-pouvoir jusqu'à la pseudo-révolution. Comment ont-ils pu s'imaginer que les ouvriers pourraient s'enthousiasmer pour des palabres ? Puisqu'on leur offrait un spectacle, ils ne pouvaient faire autrement que d'y assister en spectateurs.

Certes, les étudiants ont raison d'insister sur le fait qu'ils ont réussi à provoquer une grève générale qui a paralysé le pays pendant de longs jours. C'est indiscutablement une prouesse. Mais il est vrai également que ces grèves étaient plutôt des contre-feux pour combattre l'incendie allumée dans les Facultés. Cet ensemble de circonstances que l'on peut interpréter de différentes manières ne doit pas être un prétexte pour minimiser l'importance des événements de mai ni mésestimer leur portée. Quant au style, ils sont, comme R. Aron l'a bien montré, une reduplication des révolutions traditionnelles de la France, mais ils s'inscrivent en même temps dans le mouvement général de la contestation qui n'épargne aucun pays. Ainsi que je l'ai dit plus haut, il s'agit d'autre chose que d'une simple crise de civilisation, car selon toute vraisemblance nous sommes en présence d'un passage d'un âge à un autre qui affecte le monde entier. Ainsi que le dit encore R. Aron, un mouvement aussi généralisé « dissimule un potentiel d'insurrection dont le plus sceptique ne peut méconnaître la puissance » (20). On est fondé à croire que ce qui se passe actuellement n'est que l'annonce d'autres conflits, peut-être plus violents, jusqu'au jour où l'humanité aura retrouvé une nouvelle stabilité. Il est donc à craindre que la génération qui vient de descendre dans la rue sera encore plus ébranlée que la nôtre dans sa volonté de résistance quand elle occupera les fonctions essentielles de l'Etat. Peut-être que les structures politiques, économiques ou privées qui nous sont familières disparaîtront et seront remplacées par des nouvelles, c'est-à-dire l'unité politique prendra un autre visage que celui de l'Etat et l'économie un autre que celui du capitalisme et du socialisme. Pour moi qui vit à la campagne et observe la manière dont celle-ci est à son tour touchée par la mobilité sociale, il n'y a pas de doute que la cassure est déjà profonde. Cela ne signifie nullement qu'il faille désespérer ou tomber dans le pessimisme de la « société urbaine » de H. Lefèvre, caractérisée par la deshumanisation des rapports sociaux, l'ennui, la formation de ghettos, etc. (21). En raison de notre éducation nous avons autant de peine à comprendre ce qui se passe aujourd'hui que le Grec ou le Romain attaché à sa culture face au christianisme ou le scolastique du Moyen Age face à l'effervescence

(20) *Op. cit.*, p. 131.

(21) H. LEFEBVRE, *L'irruption de Nanterre au sommet*, Edit. Anthropes, Paris, 1968.

de la Renaissance. En tout cas rien ne nous permet de prédire que les nouvelles valeurs qui surgiront des conflits qui occuperont un certain nombre de générations seront inférieures aux anciennes. L'humanité n'est pas condamnée à l'Etat pas plus qu'au socialisme : ce ne sont que des créations historiques. Ceux qui nous succéderont feront inévitablement de la politique et de l'économie, sans doute aussi bien et aussi mal que nous.

Pensée dans ce contexte, la contestation prend une autre signification que dans la philosophie banale de Marcuse. Toute société qui est remuée par une transformation radicale donne à l'utopie une signification nostalgique, c'est-à-dire elle cherche dans l'utopie le mythe d'une origine, à partir de laquelle elle prétend bâtir. Aussi est-elle amenée à nier l'histoire, et tout particulièrement l'histoire immédiate, puisqu'elle veut échapper à sa contrainte. Tout dépend de la période où elle prétendra trouver *son* origine, ainsi que la Renaissance l'a fait par le retour à l'antiquité gréco-latine et la Réforme au christianisme primitif. En tout cas, elle créera ses nouvelles valeurs d'après le mythe de ce qu'elle considérera comme originel. Pour l'instant cette origine n'est pas fixée ; selon certains indices, ce pourrait être le Moyen Age, selon d'autres la formulation mythique de l'anhistoire non européenne. Tout cela me laisse croire que le mouvement qui ébranle presque tous les pays est encore à la recherche de lui-même, y compris sous les formes aussi dégradées que celles du révolutionnarisme. Il s'agit, en effet, d'une forme dégradée parce qu'elle repose sur une philosophie simpliste qui croit que la transmutation des valeurs entraînera des modifications dans l'essence des choses, dans ce que Pareto appelle les résidus. Une valeur n'a de sens que par comparaison ; elle dépend de la diversité dans la formulation des jugements, mais elle ne supprime pas ce qu'elle juge. Il faut entendre par là que le révolutionnariste fait fausse route lorsqu'il croit pouvoir faire disparaître l'autorité. Si celle-ci est mise en question actuellement, c'est uniquement parce qu'elle est la protectrice des anciennes valeurs, mais la société de demain la sauvegardera comme toutes les sociétés du passé, sinon elle cesserait d'être société. L'antisociété dont parle Touraine n'est que l'état mythique de nature. Tant que l'homme restera homme, son intelligence et ses passions resteront humaines, c'est-à-dire l'autorité lui sera inhérente comme l'amour, il continuera de créer des mythes et des utopies et d'élaborer une science ou encore il établira des institutions qu'il contestera par la suite. Ce n'est pas une révolution qui l'empêchera d'être indéfiniment ce qu'il est.

Selon toute vraisemblance la transition historique que nous sommes en train de vivre, dont nous ne pouvons pas prévoir la durée ni non plus la finalité, tant les évaluations sont discordantes, donnera lieu à des convulsions imprévisibles. La révolution n'en est qu'un aspect, car tous

les régimes politiques y trouveront l'occasion de s'éprouver concurremment, qu'ils soient réactionnaires, fascistes, progressistes ou autres. La politique ne capitule pas devant les désirs et les prédictions des révolutionnaires. Il semble même qu'aucune révolution ne soit en mesure de faire l'économie de ces convulsions inévitables pour nous conduire brusquement de l'état ancien, que nous connaissons et qui convient à la majorité, à l'état nouveau dont personne n'est capable de deviner les structures, les valeurs et les institutions. Ce n'est jamais qu'une fois qu'elle est faite qu'on peut discerner le sens d'une révolution, qui ne répond guère aux intentions de ses promoteurs. Il n'y a que le révolutionnariste qui possède la préscience de ce qui... n'arrivera justement pas. A vrai dire, dans le contexte de notre analyse, la révolution apparaît même comme un moyen vétuste de penser et d'agir, parce qu'elle appartient aux catégories de l'âge qui est en train de s'achever. La conscience révolutionnaire est la mort de la révolution — autre aspect de la malédiction qui pèse sur l'intellectualité abstraite. Il y aura toujours un abîme entre la réalité politique qu'une révolution instaure et les promesses de l'idéologie révolutionnaire, parce qu'il ne peut pas y avoir de correspondance totale entre la théorie et la praxis. La notion même de dialectique s'y oppose du fait que toute action modifie la théorie ou suscite une nouvelle et inversement, de sorte que, même s'il y avait des coïncidences occurrentes, elles restent condamnées à ne jamais se rencontrer du fait qu'elles se fondent alternativement et indéfiniment l'une sur l'autre. Le révolutionnaire ne pense que dans le cadre de la finitude.

Au surplus, ce que nous vivons, dont personne ne peut avoir qu'une vue partielle en raison de la durée limitée de la vie de chacun d'entre nous, dépasse les capacités d'une révolution au sens idéologique du terme. Il n'est même pas certain qu'elle puisse hâter le processus actuellement en cours, à moins de réaliser l'impossible : devenir une révolution absolument universelle et globale. Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer pourquoi sociologiquement une révolution n'a lieu que dans un seul pays, à la rigueur dans quelques pays à la fois : différence des conditions sociales, divergence des mentalités, poids de la tradition, retard dans la maturité culturelle, etc. Il n'y a que le révolutionnariste qui croit que l'on peut susciter arbitrairement et imposer artificiellement une révolution au moment où il le juge opportun, sans tenir compte de la situation. Certes, la mobilité sociale, conséquence de la société industrielle moderne, rend les sociétés actuelles instables et précaires. Mais il faut aussi ajouter que cette mobilité a perverti à ce point les prévisions et les projets que la révolution pose désormais des problèmes qu'elle n'est plus capable de résoudre. Il est stupide en tout cas de croire que les révolutions puissent

être fidèles les unes aux autres ; elles se heurtent elles aussi aux paradoxes insurmontables de la politique.

Il n'en reste pas moins vrai que l'instabilité de la société française actuelle n'est guère rassurante. Néanmoins, il n'y a pas lieu de dramatiser les événements de mai, tout simplement parce que les révolutionnaristes, en vertu même de leur comportement et de leur mentalité, ne sont guère préparés à une action réellement concertée. Il est indiscutable qu'il y a eu des liaisons plus ou moins étroites entre les diverses villes universitaires françaises et que des contacts ont été pris avec des étudiants ou des groupements d'étudiants étrangers, mais il ne semble pas que le mouvement ait obéi à un chef d'orchestre invisible. On ne saurait nier non plus que certains meneurs lucides — mais ils furent rares — avaient l'intuition de ce qu'il fallait faire, mais ils furent sans cesse débordés par la spontanéité désordonnée et romantique de la masse des étudiants. L'action est toujours demeurée incohérente et les acteurs se déterminaient davantage selon des contingences locales que suivant un projet d'ensemble. La stratégie faisait défaut. Seuls quelques enseignants sociologues ont pu essayé, après coup, de présenter les événements comme répondant à une vision totalisante. L'idée d'une possibilité révolutionnaire immédiate est née du mouvement même, mais trop tard pour lui donner une pesanteur politique. Elle ne semble pas avoir préexisté au déclenchement des événements. Aussi le désordre s'explique-t-il en grande partie par le fait que l'ampleur subite du mouvement a surpris tout le monde, non seulement le gouvernement, mais aussi les acteurs. En conséquence l'analyse devrait porter son effort sur la signification de cette spontanéité, car elle ne fut pas entièrement artificielle. Cependant, cette entreprise est particulièrement difficile du fait que les étudiants sont eux-mêmes incapables de dire ce qu'ils sentaient ou voulaient. Je suis porté à croire que leurs aspirations n'ont pas encore trouvé le langage adéquat et que pour l'instant, faute de mieux, ils s'expriment dans les anciennes catégories. Peut-être même la notion de révolution n'est-elle que la moins inadéquate parmi ces anciennes catégories. Les événements historiques ne s'éclairent qu'après coup, par leurs conséquences. Qui peut les prévoir dès maintenant ?

L'histoire de ce siècle semble ne nous offrir qu'une seule certitude : là où une révolution est possible, le fascisme l'est également. De ce point de vue, il est absurde de poser la question : sommes-nous en situation pré-révolutionnaire ou en situation pré-fasciste ? En effet, le problème ne se pose pas dans les termes d'une alternative, car la situation pré-révolutionnaire est la même que la situation pré-fasciste, c'est-à-dire si l'une est donnée, l'autre l'est également. C'est le rapport des forces en présence qui décidera en faveur de l'une ou de l'autre solution, dès que la situation parvient au stade critique où elle devient intolérable. En ce cas, même

les meilleures intentions du gouvernement en place ne compteront plus. Dans une société stable, en effet, les révolutionnaires n'ont guère plus de chances que les fascistes, même s'il existe des esprits qui se réclament de l'une et l'autre obéissance. Dès qu'il n'y a plus d'autre issue qu'entre ces deux extrêmes, la solution sera dictatoriale, voire despotique, et l'on verra les révolutionnaires rejoindre les rangs du fascisme s'il triomphe et inversement. Janus avait deux visages, l'un tourné vers le passé, l'autre vers l'avenir, mais on les représentait tous les deux de la même façon.

